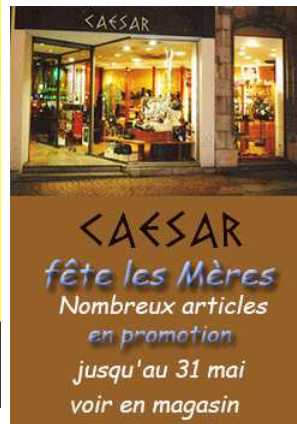




Promouvez votre site Web

 google.fr/adwords

Touchez plus de gens avec AdWords. Diffusez vos publicités avec Google



Ours en Pays Toy : il poursuit le jeu de massacre !

samedi 7 juin 2014 par [Rédaction](#)

Il y a des techniques écrites par des organismes écologistes et les administrations qui se marient avec telle que la DREAL, qui sont d'une efficacité redoutable. Les éleveurs du Pays Toy ont testé et confirment la théorie... Quelle théorie !

Le berger permanent...

La technique est : parcage de nuit, chien de protection et... un berger permanent. Pour l'administration, pas de difficulté pour trouver un berger. La DREAL, c'est-à-dire le contribuable français, sponsorise à hauteur d'environ 400 000 euros une association, <http://www.pyrenees-pireneus.com/Ecologistes-Ecologie/ACP-La-Pastorale/Bilan-Compte-Resultat/Bilans-Comptes-Resultat-Subventions-recues.html> La Pastorale Pyrénéenne <http://www.pyrenees-pireneus.com/Ecologistes-Ecologie/ACP-La-Pastorale/Pastorale-Pyreneenne.html> qui dispose de moyens supérieurs à la profession agricole. C'est ainsi que suite aux prédatations du week-end dernier à l'Estibe sur la vallée de l'Yse au-dessus de Luz, un gardien de troupeau sponsorisé a été installé pour... 35 heures... Durée légale de travail alors que les brebis et l'ours sont présents 24h/24 et 7j/7. Cherchez l'erreur !

Néanmoins, l'ours de passage a été dérangé par cette présence humaine. Bonne affaire pour les 5 troupeaux sur place. Un effarouchement qui ne porte pas son nom si non. Et ça marche !

L'efficacité de la garde effarouchement : le massacre !

Le premier point positif c'est que les associations écologistes n'ont pas pu attaquer un arrêté d'effarouchement devant le tribunal administratif. Elles perdent de leur importance... Et le Préfet gagne en tranquillité.

Le second point positif est que dans un cadre légal (article L113-1 du Code Rural) <http://www.pyrenees-pireneus.com/Pastoralisme/Droit/Article-L113-1-Code-Rural.html> les éleveurs récupèrent une part d'impôt distribuée à une organisation écologiste aux activités contestées notamment en matière de chien de protection en relation avec l'Institut de l'élevage.

Par contre, il existe un point très négatif. En dérangeant l'ours d'un secteur, il va en perturber un autre. C'est ce qui s'est passé dans la nuit de vendredi à samedi. Le plantigrade a marqué son massage à Camp Long à Gèdre. **Il a tué 5 brebis à Mathieu Boyrie et une à Nicolas Saragoza plus une manquante. Total : 7 brebis en une nuit pour un ours.** Imaginons, sur l'ensemble des Pyrénées, 250 ours comme le suggère un rapport du muséum d'histoire naturelle.

Quel avenir pour les ours et l'élevage ?

La méthode des DREAL et de l'ONCFS est toujours la même quel que soit le grand carnivore, ours, loup, lynx et prochainement le chacal doré. Dès le début des prédatations, prétendre qu'il s'agit « d'un canidé ». Lequel ? Sous-entendu, un chien. Mais sans jamais le prouver. Une fois le prédateur bien installé, on laisse pourrir la situation, on fait pression sur les éleveurs, on trouve des solutions miracles qui ne fonctionnent jamais, on fait des essais, on promet un meilleur avenir, etc.... Toujours la même technique.

Pour l'ours, des introductions ont été réalisées dans des conditions qualifiées par l'ADDIP de « scandale d'Etat ». <http://www.pyrenees-pireneus.com/Faune/ours/France/Rapports-Etudes-Reflexions/2013-08-06-Scandale-Etat-Ours-Pyrenees-avenir-Montagne.html> Il a été imaginé un « plan ours » totalement fantaisiste. Pour faire passer la pilule, des voyages d'étude ont été organisés en Espagne, Italie, Slovaquie et... Etats unis. Des visites totalement « bidonnées » quant aux choix des interlocuteurs. Une totale tromperie. La seule orientation donnée était la protection de l'ours ou encore la « cohabitation » avec l'ours. Jamais il n'a été question d'élevage et pastoralisme. Sans parler des promesses jamais tenues notamment sur le traitement des ours à problème.

Au Pays Toy, les dernières promesses datent de mai 2012. En fait, il ne s'est rien produit. Il est installé des caméras et appareils photos automatiques autant pour surveiller l'activité humaine que la présence d'ours. Aujourd'hui, on cherche des moyens pour financer des emplois des « gardiens » sans passer par l'association sponsorisée par les impôts. Mais d'autres subventions publiques. Histoire de faire patienter sans trouver de vrais problèmes. Et pendant ce temps.....

L'Etat cherche à gagner du temps.

Qu'il s'agisse du loup ou de l'ours, la commission européenne met en place le 10 juin prochain une « Plateforme européenne sur la coexistence entre les populations et les grands carnivores » <http://www.pyrenees-pireneus.com/Environnement/Institutions-Commissions/Union-Europeenne/Plateforme-Europeenne-Coexistence-Population-Grands-Carnivores/Plateforme-Europeenne-sur-coexistence-entre-Populations-et-Grands-Carnivores.php> Pour participer à cette « plateforme », les acteurs doivent signer un « accord » <http://www.pyrenees-pireneus.com/Environnement/Institutions-Commissions/Union-Europeenne/Plateforme-Europeenne-Coexistence-Population-Grands-Carnivores/Accord-participer-Plate-Forme-europeenne-coexistence-populations-grands-carnivores.php> qui devient un véritable engagement d'acceptation de « la coexistence entre les populations et les grands carnivores » <http://www.pyrenees-pireneus.com/Environnement/Institutions-Commissions/Union-Europeenne/Plateforme-Europeenne-Coexistence-Population-Grands-Carnivores/Accord-participer-Plate-Forme-europeenne-coexistence-populations-grands-carnivores.php> Tout est en anglais. Rien en français donc totalement incompréhensible par une grande majorité d'éleveurs. Et, pour des raisons d'économie, la présidence de l'Europe par l'Italie a décidé de ne communiquer qu'en anglais et... Italien.

Cette plateforme a des projets clés qui se traduisent, pour l'ours, par des importations via l'Espagne <http://www.pyrenees-pireneus.com/Environnement/Institutions-Commissions/Union-Europeenne/Plateforme-Europeenne-Coexistence-Population-Grands-Carnivores/Actions-Cles-Grands-Carnivores-Europe-Ours.php>

Dans toute cette affaire, le plus inquiétant est que la COPA-COGECA, la fédération européenne des syndicats majoritaires dont le but est « *la défense et développement du modèle européen d'agriculture multifonctionnelle et durable* » <http://www.copa-cogeca.be/Menu.aspx> a signé cet accord de « coexistence ». Incompréhension chez de nombreux éleveurs qui a poussé la FNSEA à faire un communiqué explicatif <http://www.pyrenees-pireneus.com/Pastoralisme/Syndicats-Agricoles/FNSEA-F%C3%A9d%C3%A9ration-Nationale-des-Syndicats-des-Exploitants-Agricoles/2014-05-20-CP-FNSEA-APCA-JA-FNO-Role-organisations-Professionnelles-agricoles-Gestion-dossier-Grands-Predateurs-Europe.pdf> De son côté, la FDSEA des Hautes-Pyrénées ne baisse pas les bras <http://www.pyrenees-pireneus.com/Faune/ours/France/Opposition/2014-05-21-Syndicats-Pointe-du-Combat-Hautes-Pyrenees-Ours.php>

Le combat n'est pas terminé mais la France n'est-elle pas isolée ? A priori, les mêmes problèmes existent dans tous les pays où il y a des grands carnivores. Alors pourquoi en sommes-nous là ? Quel avenir pour l'agriculture de montagne en France ? En fait, quel avenir la COPA-COGECA prépare-t-elle avec la commission européenne pour les éleveurs de montagne ?

Des questions qui se posent au Pays Toy et ailleurs notamment en Ariège. Des questions qui exigent des réponses dans une affaire où l'Etat est totalement absent en dehors de quelques discours étonnant d'un ministre de l'Agriculture au Sénat.

Dans l'immédiat, une manifestation se prépare pour le 28 juin à Foix.

Louis Dollo